

*l'Anti*capitaliste

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

n°804 | 11 juin 2026 | 2 €

CAPITALISTE

IMPÉRIALISTE

ÉCOCIDAIRE

**TOUT LE MONDE
DÉTESTE LE**



ZOOM

La France empoisonne ses paysannEs, ses habitantEs et ses écosystèmes pour nourrir ses actionnaires

Page 2

INTERNATIONAL

L'armée russe sur la défensive, la population ukrainienne à l'offensive

Page 4

LUTTER

Eurosatory, supermarché de la guerre et du contrôle

Page 6

CHAMP LIBRE

Lafarge Val-de-Reuil, une répression en béton armé

Page 8

Édito

Pour L

Par AURÉLIANNE ABITBOL

Le 29 mai dernier, Lyhanna, âgée de 11 ans, disparaît à Fleurance, dans le Gers. Son corps est retrouvé le 4 juin. Nous pensons à elle, à ses proches. Lyhanna ressemble à tant d'autres petites filles, son histoire ressemble à tant d'autres histoires. Le principal suspect, Jérôme B., est un homme de 41 ans. Il a déjà été visé par plusieurs plaintes. En 2022, il est accusé de viol sur une enfant de 7 ans — l'affaire est classée sans suite. En août 2025, il est accusé de viol sur une petite fille de 10 ans, Rosa — il n'a jamais été interrogé par la police. Il est difficile d'écrire sur la mort d'une petite fille de 11 ans, d'autant plus lorsque le premier sentiment qui nous vient est la colère. Car ce fait divers n'en est pas un, c'est un fait politique, dans la continuité d'un système qui broie de façon systématique la parole des enfants. Cinq millions de personnes en France ont été victimes de violences sexuelles lorsqu'elles étaient enfants — trois enfants par classe en moyenne. Pourtant, lorsque les enfants parlent, lorsqu'ils disent « protégez-moi », ils ne rencontrent que l'omerta, l'impuissance et l'absence.

Gérald Darmanin s'émeut : comment ? En France, on peut être accusé de viol sur mineur et ne pas être convoqué pendant près de 8 mois ? Et le voici exiger l'étude de 70 000 dossiers en deux mois par le peu de personnels qui restent, dans un système de justice exsangue à cause des politiques de restrictions budgétaires et par une activité davantage orientée par le maintien de l'ordre capitaliste et racial que par la protection de l'enfance.

Cela ne devrait pourtant pas l'étonner puisqu'en France, on peut être accusé de viol et devenir ministre de la Justice. Le juge Durand, ancien président de la CIVIISE (Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants), demandait en vain : « Comment expliquer que plus des deux tiers des plaintes sont classées sans suite au motif que l'infraction est insuffisamment caractérisée ? » C'est tout un système patriarcal, de violences contre les femmes et les enfants, qu'il faut détruire en profondeur.

Nous sommes beaucoup à être affectés par la mort de Lyhanna et plusieurs rassemblements ont eu lieu. Pour casser un système comme celui-là, il nous faudra être nombreux et nombreuses dans la rue, pour Lyhanna, pour Rosa, pour elles et pour eux toutes.

Bien dit

La communauté du foot devrait le soutenir

CIISE ADEN ABSHIR, ancien capitaine de l'équipe nationale somalienne et haut conseiller auprès du ministère somalien de la Jeunesse et des Sports, a raison. Mais le silence complice l'emporte et Omar Abdulkadir Artan, meilleur arbitre africain de 2026, ne pourra pas officier pendant le Mondial. Cet arbitre somalien a été refoulé samedi à son entrée aux États-Unis par la police de Trump, et la FIFA a validé son exclusion ! Un exemple emblématique du racisme débridé qui préside à cette Coupe du monde : des joueurs et des supporters privés de visas, refoulés, contrôlés sur le tarmac à leur arrivée (Iran, Haïti, Côte d'Ivoire, Sénégal)... Une Coupe du monde de la honte.

AGRICULTURE La France empoisonne ses paysannEs, ses habitantEs et ses écosystèmes pour nourrir ses actionnaires

Présentée comme une réponse à la crise agricole, la loi adoptée le 2 juin par l'Assemblée nationale poursuit en réalité la même logique productiviste que les gouvernements précédents. Pesticides, mégabassines, élevage industriel : au nom de la compétitivité, le vivant et les intérêts des paysannEs sont sacrifiés au profit de l'agro-industrie.

Ils ont menti. Ils ont détruit. Ils recommencent. En mai 2017, Emmanuel Macron monte les marches de l'Élysée au son de l'Hymne à la joie. Il allait interdire le glyphosate, réduire les pesticides de moitié, protéger la biodiversité. « Make our planet great again ». Neuf ans plus tard, le bilan est brutal : la France artificialise deux fois plus vite que ses voisins, les pesticides n'ont jamais autant circulé dans nos nappes, 90 000 fermes ont disparu. Et le 2 juin 2026, l'Assemblée nationale adoptait à 369 voix contre 178 une loi qui organise méthodiquement la destruction du vivant au profit d'une poignée de grands propriétaires terriens. Ce n'est pas une erreur de politique publique. C'est un choix de classe.

Écophyto, symbole d'une trahison permanente

En 2017, Macron promet : le glyphosate sera interdit « au plus tard dans trois ans ». En 2020, la France bat un record historique : 8 644 tonnes vendues en un an. Le plan Écophyto, censé réduire de moitié les pesticides avant 2018, a été décalé, édulcoré, enterré. Entre 2016 et 2018, les ventes de produits phytosanitaires avaient bondi de 25 %. Le ministère de l'Agriculture — fief de la FNSEA — a toujours gagné ses bras de fer contre l'écologie. Toujours.

Des ministres, un seul patron : la FNSEA

Neuf ans, cinq ministres, une seule politique. Travert (2017-2018) enterre la sortie du glyphosate et reçoit les félicitations de la FNSEA. Denormandie (2020-2022) accorde les premières dérogations pour les néonicotinoïdes « tueurs d'abeilles ». Fesneau (2022-2024) se félicite d'avoir posé « une brique importante » — pendant que pour 3 agriculteurs partant à la retraite, 1 seul jeune s'installe. Genevard (depuis 2024) n'a plus besoin de masque : c'est elle qui déclare que le mot « sobriété » est « un

LE RN VOTE CONTRE L'INTERDICTION DES PFAS ET LA RÉDUCTION DU CADMIUM DANS LES SOUS



chiffon rouge absolu» pour les irrigants, et qui préside sereinement à l'adoption de la loi Duplomb puis de la loi d'urgence agricole. Aucune n'a réglé le revenu des paysans. Aucune n'a rompu avec la FNSEA. Ce n'est pas de l'incompétence. C'est de la cohérence de classe.

Duplomb légifère pour sa propre ferme

Laurent Duplomb se présente comme « un petit paysan ». Depuis 2020, sa structure familiale a capté plus d'un million d'euros d'aides publiques — 209 000 euros à elle seule en 2023, ce qui le place dans le 1 % des exploitations les plus aidées de France. Sa propre loi de juillet 2025 relevait le seuil d'autorisation des élevages de 150 à 200 vaches. Seuil utile s'il veut agrandir. Il agrandissait, pendant le vote. Derrière lui, la FNSEA co-rédige les textes agricoles depuis des décennies : 20 % des exploitations captent la moitié des aides de la PAC. Le modèle tue les paysans. Et on continue de le financer.

2 juin 2026 : le saccage voté en séance publique

Troisième texte agricole en moins d'un an. « Trois textes qui conduisent dans la même impasse productiviste », résumait Mathieu Courgeau, président du Collectif Nourrir. Ils ont voté pour privatiser l'eau. Les mégabassines deviennent la réponse officielle à la sécheresse. Les réunions publiques sont supprimées. Seuls 6 % des agriculteurs irriguent, et 36 % de leur production part à l'export. « Avec les mégabassines, on exporte notre eau », dénonçait la députée Manon Meunier. Ils ont voté pour l'élevage industriel sans contrôle. Le gouvernement peut réécrire par ordonnance — sans vote, sans débat — le cadre réglementaire des bâtiments d'élevage. Les associations qui s'y opposent pourront se voir réclamer des dommages et intérêts : un mécanisme pour assécher les finances des opposants.

Ils ont voté pour réintroduire les pesticides qui passent la barrière placentaire. L'acétamipride et le flupyradifurone — néonicotinoïdes interdits, toxiques pour les pollinisateurs, détectables chez le fœtus — sont en voie de réautorisation. Le Conseil constitutionnel avait censuré la mesure en août 2025. Qu'à cela ne tienne : le 30 avril 2026, les parlementaires ont voté contre la publication d'un rapport scientifique sur le sujet. On étouffe la science.

Ce qu'ils appellent « urgence », nous l'appelons pillage

Leur urgence agricole est l'urgence capitaliste : accélérer la concentration des terres, lever les derniers obstacles à l'agro-industrie, transformer l'alimentation d'un peuple en variable d'ajustement des marchés. « Quand les politiques vont-ils prendre conscience qu'on va crever avec ce modèle ? », demandait Stéphane Galais, secrétaire national de la Confédération paysanne. Leur réponse, ils l'ont votée à 369 voix contre 178.

Commission nationale écologie

Acturama

Le non-lieu prononcé par les juges d'instruction pour les quatorze militantEs indépendantistes kanak inculpéEs après la révolte de 2024 constitue un désaveu cinglant pour l'État français. ArrêtéEs, emprisonnéEs ou déportéEs à 17 000 kilomètres de leurs proches, ces militantEs avaient été accuséEs des faits les plus graves.

Cette décision judiciaire rappelle une réalité simple : les inculpéEs n'étaient pas des criminellEs mais des représentantEs d'un peuple en lutte pour son droit à l'autodétermination. La révolte de mai 2024 n'est pas



COMPTÉ INSTAGRAM DU FLNKS

née de l'action de quelques dirigeantEs mais de la politique coloniale menée par l'État français et de la remise en cause des engagements pris dans le cadre du processus de décolonisation. L'État a annoncé faire appel. Après ce camouflet judiciaire, l'État devrait pourtant reconnaître l'injustice commise, présenter des excuses, réparer les préjudices subis, permettre le retour des militantEs concernéEs et libérer les prisonniers politiques encore détenus. Plus largement, il doit rouvrir des discussions avec les représentantEs du peuple kanak pour répondre à ses aspirations légitimes à la liberté et à l'indépendance.

SYNDICALISME Retour sur le 54^e Congrès de la CGT

Sophie Binet a été reconduite à la tête de la CGT. Le rapport d'activité a été validé par 81,36% et le rapport financier par 90,61% des mandats. Les délégués valident donc très largement le bilan pour au moins deux raisons : la direction confédérale a su rassembler une organisation au bord de la rupture lors du précédent congrès, mais également pour son intransigeance envers l'extrême droite. Le reste du bilan a fait l'objet de critiques légitimes pour avoir repeint en rouge trois années où notre camp social a subi de grandes défaites, et peu de petites victoires. De nombreux délégués ont ressenti le besoin de tirer les leçons de la défaite de 2023 sur les retraites, afin de construire des mobilisations plus puissantes et durables à l'avenir. Ces débats ont révélé une tension au sein de la CGT : d'un côté, une volonté de renouer avec une culture de la grève et du rapport de forces ; de l'autre, les limites d'une stratégie qui reste dépendante du calendrier institutionnel ou de l'unité syndicale au sommet.

Des débats inachevés

De nombreux congressistes déplorent le verrouillage inutile des débats d'orientation : tri des interventions sur les orientations ou rejet d'amendements. Ainsi, la mise en place d'une maison commune avec la FSU n'aura souffert d'aucune contradiction, faute d'avoir laissé s'exprimer

Le 54^e congrès confédéral de la CGT s'est tenu à Tours du 1^{er} au 5 juin. Près de 1000 délégués mandatés par leurs syndicats s'y sont réunis pour définir les orientations de l'organisation pour les trois prochaines années.

les intervenantEs sur ce sujet. Ce rapprochement était en discussion depuis 2023, et la FSU a validé cette orientation à son congrès de 2025. Le projet, présenté comme non fusionnel, vise à bâtir un outil syndical commun capable de peser davantage dans les luttes. Il aurait été sain de le valider démocratiquement. L'adhésion à la campagne BDS n'a pas été débattue, alors que de nombreux amendements ont été déposés en ce sens, et que le soutien au peuple palestinien était omniprésent. Sophie Binet a accueilli Hala Abou Hassira, ambassadrice de Palestine en France, en déclarant que « ce génocide, perpétré sous les yeux du monde entier, est une insulte à notre humanité commune » et le congrès a voté une motion en faveur du droit au retour des réfugiés palestiniens.

Des avancées

L'antifascisme est assumé comme le combat central et vital dans la période. Le 2 juin s'est tenu un meeting international contre l'extrême droite, destiné à rappeler les engagements antifascistes de la CGT. L'intégration du cadre commun contre les Violences sexistes et sexuelles, en annexe aux statuts confédéraux, a été votée à 70,93%



Sophie Binet par CYRIELLE L. A.

des mandats. Une façon d'inscrire dans les fondamentaux de l'organisation ces règles adoptées en 2023, et d'affirmer que la CGT soutient la lutte contre les VSS, par un cadre clairement défini. L'intervention des délégués de la Fédération des organismes sociaux autour de la revendication du 100% Sécu fut un moment fort du congrès. Ce projet porte une solidarité universelle, par la Sécurité sociale, qui arrache une part de la valeur produite aux mains du capital pour la redistribuer collectivement. Sur les enjeux de structuration, la possibilité de créer des syndicats territoriaux de branche pour regrouper des syndiqués isolés est validée. N'en déplaise à certaines fédérations qui s'y opposaient, dans une logique bureaucratique de maintien des sièges dans les congrès et de captation des cotisations. Il était temps,

car aujourd'hui unE syndiquéE sur 6 est isoléE.

Des enjeux décisifs

La CGT, capable de rassembler 1000 délégués issus de toutes les professions, reste un outil irremplaçable du mouvement ouvrier, et probablement la seule organisation de masse capable de peser politiquement en dehors des élections. Mais la question organisationnelle ne peut être séparée de la question politique. Pour mobiliser, il faut des perspectives claires. La réponse devra être sociale, collective et offensive. Finalement, ce congrès reflète les contradictions qui traversent aujourd'hui le syndicalisme de lutte. La volonté de lutter est bien présente. Les analyses sur la gravité de la situation sociale et politique sont largement partagées. Mais les réponses stratégiques restent encore incomplètes face à l'ampleur des attaques en cours. Pour les militantEs du NPA-A, l'enjeu est de renforcer les courants combattifs dans le mouvement syndical, de favoriser les cadres unitaires de lutte à la base et de préparer les luttes à venir. Seule la mobilisation du monde du travail permettra de résister à la menace fasciste, et d'ouvrir une perspective de transformation sociale.

CorrespondantEs

No comment

Le plus important pour moi, c'est l'école

GABRIEL ATTAL, candidat de la droite libérale à l'élection présidentielle, prétend faire de l'école son « chantier numéro un ». On n'oublie pas le bilan réactionnaire et raciste de son passage au ministère de l'Éducation nationale en 2023. Entre le projet d'uniforme scolaire, les mesures de tri social regroupées sous le nom de « choc des savoirs » et le refus de donner au service public d'éducation les moyens de fonctionner, il a surtout marqué les esprits par la chasse aux abayas et aux qamis — une politique islamophobe qui a conduit à des contrôles et à des humiliations au faciès de jeunes filles musulmanes.

Agenda

Samedi 13 juin, journée de discussion autour de l'actualité de Marx et des marxismes, Montreuil (93). 14h-19h, à l'AERI, 57, rue Etienne-Marcel. Organisée par Marx 2026 et Contretemps.

Du 13 au 17 juin, mobilisation internationale contre le G7, Genève (Suisse). Avec une manifestation « Résistance globale contre le fascisme et l'impérialisme » le dimanche 14 juin.

Lundi 15 juin, Centre d'études marxistes : «1936, Front populaire, grève générale!» avec Ludivine Bantigny et Patrick Le Moal, Montreuil (93). À 19h, 2, rue Richard-Lenoir, métro Robespierre.

Vendredi 19 juin, Fête des musiques du collectif Solidarité Palestine Nivernais Morvan, Lormes (58). À 18h30, salle culturelle de Lormes.

Samedi 20 juin, manifestation contre toutes les répressions, Paris (75). À 15h, du siège de la Banque Postale au Ministère du Travail.

Samedi 20 juin, le procès du siècle contre le colonialisme chimique et le capitalisme toxique, Paris (75). À 14h, place de la Bastille.

Dimanche 21 juin, marche contre le racisme et l'extrême droite, Paris (75). À 14h, Barbès.

Jeudi 25 juin, projection-débat sur la situation au Soudan, Paris (75). À 19h30 au Baranoux, 78, rue Compans dans le 19^e. Projection du film *Jusqu'au bout!* de Sarah Bachelier et Hamad Gamal sur la révolution soudanaise, organisée par le NPA-A 19^e et Sudfa.

Samedi 27 juin, marche des Fiertés, Paris (75).

Samedi 4 juillet, marche des 10 ans pour Adama Traoré, Persan-Beaumont (95). À 13h, gare de Persan-Beaumont.

Du samedi 22 au jeudi 27 août, 18e Université d'été du NPA-Anticapitaliste, Port Leucate (11). Au village vacances Rives des Corbières à Port-Leucate.

Pour annoncer un événement : agenda@npa-anticapitaliste.org

LIBAN Il n'y a jamais de trêve avec Israël

Près de deux ans après le cessez-le-feu de novembre 2024, Israël continue de bombardier le Liban et d'en violer le territoire. Les nouvelles négociations engagées avec Beyrouth visent moins à mettre fin aux hostilités qu'à imposer un accord dans lequel l'État libanais renoncerait à sa souveraineté en échange d'un illusoire monopole de la force.

À l'heure où nous écrivons cet article, l'État israélien a relancé ses bombardements contre l'Iran tout en poursuivant son offensive au Liban. En retour, Israël subit lui aussi des attaques. Les autorités israéliennes en font un prétexte pour fermer à nouveau le corridor humanitaire vers Gaza, plongeant l'enclave dans des conditions toujours plus inhumaines.

Le cessez-le-feu, une tactique de guerre israélienne

Ces frappes et la riposte iranienne s'inscrivent dans une séquence où les États-Unis cherchent à sortir de l'impasse d'une guerre qu'ils savent ne pas pouvoir gagner. Comme nous l'avons indiqué dans de précédents articles, ils ne sont pas parvenus à imposer un changement de direction en Iran et se sont retrouvés acculés par la pression exercée sur le détroit d'Ormuz. Washington cherche désormais à sortir la tête haute de cette situation.

Mais l'État israélien a lié tout accord à la situation au Liban. Or, le gouvernement israélien n'a jamais eu l'intention de mettre un terme à son offensive au Liban. Sans jamais avoir respecté l'accord de cessez-le-feu de novembre 2024, qu'il a bafoué à des milliers de reprises, Israël profite de son impunité pour poursuivre les assassinats et les destructions d'infrastructures au Liban.

Jusqu'aux attaques iraniennes du 8 juin, Israël négociait parallèlement un accord de cessez-le-feu avec le gouvernement libanais. Mais l'expérience montre que les cessez-le-feu demandés par l'État israélien servent avant tout à sortir d'une impasse ou à se réarmer. Il est cependant évident qu'Israël ne recherche pas réellement un cessez-le-feu. Son objectif est d'utiliser une nouvelle fois l'État libanais en le poussant à une confrontation avec le Hezbollah.

Sous la menace, un accord à sens unique

Le gouvernement libanais a signé un document qui conditionne le cessez-le-feu non pas au retrait de l'armée coloniale de son territoire, mais à l'expulsion de ses propres citoyenNES de leurs terres, à la cessation des hostilités par le Hezbollah et à son retrait du sud du pays. Fait révélateur, Israël n'est même pas mentionné dans les obligations prévues par le texte. L'accord n'est ainsi subordonné ni à la fin des attaques israéliennes, ni au retrait des troupes d'occupation, ni à la libération des prisonniers, ni au retour des personnes déplacées.

En échange du désarmement du Hezbollah et de la remise officielle du contrôle des armes à l'État libanais, celui-ci accepte qu'Israël puisse continuer à bombardier, à occuper et à dicter les conditions de sécurité. L'État libanais abandonne ainsi sa souveraineté au profit d'une puissance occupante en échange d'un illusoire contrôle exclusif des armes et de la force sur sa propre population.

Une partie de la classe dirigeante libanaise soutient ce cessez-le-feu. Mais il ne faut pas oublier qu'Israël a montré qu'il était prêt à frapper massivement l'ensemble du territoire libanais pour tenter de briser le soutien au Hezbollah. L'État libanais signe donc sous la menace mortelle d'un voisin qui n'hésite pas à faire peser sur les populations civiles le coût de ses exigences politiques.

Les conditions pour une solution libanaise

Le Hezbollah rejette donc cet accord, estimant qu'il ne comporte aucune contrainte réelle pour Israël, que celui-ci ne respecte de toute façon jamais les cessez-le-feu qu'il signe et qu'aucune négociation ne peut avoir lieu sous la menace permanente de massacres

de masse. Cette position s'appuie également sur un rapport de forces militaire qui demeure plus incertain qu'Israël ne le prétend. Grâce à l'utilisation de drones peu coûteux et à diverses adaptations tactiques, le Hezbollah parvient à mettre en difficulté les troupes israéliennes au sol. Cette situation explique sans doute en partie l'intérêt israélien pour un nouvel accord de cessez-le-feu.

Les faits montrent pourtant qu'Israël ne recherche ni la paix ni la stabilité. Son objectif demeure de contrôler toujours plus de territoires et d'être la seule puissance dominante de la région pour pouvoir les conserver. Pour avancer vers un règlement de la situation au Liban, il faut commencer par le retrait des troupes israéliennes, la fin des destructions et des violations de l'espace aérien libanais ainsi que l'arrêt des assassinats ciblés. C'est seulement à ces conditions que des discussions internes au Liban pourront se tenir.

Édouard Soulier

LIBAN:
NETANYAHOU EST-IL EN TRAIN DE
COMMETTRE UN NOUVEAU GÉNOCIDE?

ELLE N'EST
PAS UN PÊLI
ORIENTÉE VOTRE
QUESTION?



CHARMAG

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur **l'Anticapitaliste.org**

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :

redaction@lanticapitaliste.org

Diffusion :

diffusion@lanticapitaliste.org

Administration :

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :

2269-3696

Commission paritaire : 1225-C-93922

Société éditrice :

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :

1800 exemplaires

Directrice de publication :

Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :

Olivier Lek Lafferrière

Graphisme :

Ambre Bragard

Impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél. : 01 48 70 42 21

Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

SÉNÉGAL

Que faire de la dette illégitime ?



Confronté à une dette abyssale, le duo dirigeant s'est divisé sur les mesures à adopter, bien que, dans les deux orientations, les conséquences pour les populations soient néfastes.

Le limogeage de Sonko, Premier ministre, par le président Diomaye Faye met fin au slogan du PASTEF : « *Sonko mooy Diomaye* » (« Sonko, c'est Diomaye »), mis en avant lors de l'élection présidentielle de 2024, où Faye représentait le plan B face à l'empêchement d'Ousmane Sonko de se présenter.

Raisons de la rupture

Quelques mois après la présidentielle, remportée haut la main dès le premier tour avec 54 % des voix, les premières divergences entre les deux hommes sont apparues sur les questions de justice, concernant les arrestations de hauts responsables de l'ancien régime pour corruption. Sonko apparaissait comme le gardien de l'orthodoxie du programme du PASTEF, tandis que Faye semblait soucieux de préserver une concorde nationale en ouvrant le dialogue avec les anciens dirigeants du régime de Macky Sall.

Une autre source de divergence réside dans la dette abyssale laissée par le régime précédent. Elle s'élève à 132 % du PIB du pays. De l'avis unanime de nombreux économistes progressistes : « *La dette extérieure du Sénégal et les obligations liées à son service sont insoutenables.* » Et pour cause : les recettes du pays pour 2025 sont estimées à 4 382 milliards de francs CFA, tandis que le service de la dette pour cette même année atteindrait 4 400 milliards de francs CFA. Dès lors, comment traiter le problème ?

Divergences tactiques

Pour Faye, il faut négocier une restructuration de la dette avec le FMI. Cela implique la mise en œuvre de politiques d'ajustement structurel, même si l'on parle désormais de « consolidation budgétaire ». Le résultat pour les populations reste identique : démantèlement des services publics, notamment dans l'éducation et la santé, ainsi que suppression des subventions sur les prix de l'électricité et du gaz. L'expérience montre que les politiques du FMI ne conduisent qu'à la perpétuation de la dette.

Sonko définit une autre voie : rembourser sans passer sous les fourches caudines du FMI, en mobilisant les ressources internes du pays. Cette approche souverainiste revient toutefois à mener une politique d'austérité endogène contre les populations. À aucun moment n'est proposée une contestation de la légitimité de la dette en soulignant les responsabilités du FMI et du régime précédent de Macky Sall. Ce dernier, avec la bienveillance de la France, postule aujourd'hui pour succéder à António Guterres à la tête de l'ONU.

Les solutions proposées par Faye et Sonko, bien que différentes, aboutissent cependant au même résultat : les populations devront supporter le poids d'une dette qui n'a nullement servi à améliorer les conditions de vie des citoyenNEs.

En revanche, les deux dirigeants semblent s'accorder pour offrir un exutoire à la colère sociale en stigmatisant la communauté LGBT+, pourtant partie intégrante de l'histoire du pays. À défaut d'un changement social, ce sont des discours de haine qui sont proposés, sous couvert d'un verbiage réactionnaire éculé.

Paul Martial

UKRAINE

L'armée russe sur la défensive, la population ukrainienne à l'offensive

La Russie poursuit sa guerre d'usure contre la population ukrainienne, mais peine à obtenir des avancées significatives sur le terrain. En réponse, Kyiv intensifie ses frappes contre les infrastructures militaires russes tandis que la société civile continue de faire vivre les mobilisations démocratiques et sociales.

Le 3 juin, des missiles ukrainiens ont frappé des sites énergétiques et militaires à l'ouverture du Forum économique international de Saint-Petersbourg, où le gratin politique et économique russe recevait ses invités étrangers sous des panaches de fumée noire. Répondant aux attaques meurtrières de la veille, Kyiv a ainsi adressé un pied de nez à l'arrogance de Poutine tout en démontrant sa capacité croissante à percer les défenses aériennes russes.

Les 2 et 3 juin, des centaines de drones et des dizaines de missiles ont atteint les zones résidentielles de Kyiv, Dnipro, Kharkiv, Zaporijjia (40 morts et 250 blessés). Faisant suite aux centaines de morts et milliers de blessés en avril et mai, ces attaques visent des maisons, des infrastructures civiles et des services publics. Poutine cherche à briser le moral du peuple ukrainien. En vain.

Accroître la pression sur les arrières russes

Sur le sol ukrainien, l'armée réussit à bloquer l'offensive de printemps de la Russie, en neutralisant les tentatives de regroupements d'hommes ou de matériel. Les forces d'occupation russes, malgré la multiplication des opérations d'assaut, avancent peu. « 600 km²

de territoire ukrainien ont été libérés depuis le début de l'année », a même déclaré Oleksandr Syrsky, le commandant en chef des forces armées ukrainiennes.

Depuis plusieurs mois, l'armée ukrainienne mène des opérations offensives sur le territoire russe, qui détruit raffineries, installations industrielles, usines d'armement et bases militaires afin de désorganiser les lignes logistiques et les capacités de guerre russes. Ces frappes, dans la profondeur du territoire russe et sur l'arrière-front des territoires occupés, ébranlent une économie civile déjà fragilisée par l'inflation et l'économie de guerre.

Kyiv a accru l'usage de systèmes de frappe combinant missiles de moyenne portée et drones de combat pour atteindre les arrières russes jusqu'à 200 kilomètres. Les UkrainienNEs tiennent sous leur feu permanent d'importantes voies de ravitaillement : la Crimée est particulièrement touchée, ce qui a des conséquences sur les approvisionnements vers la zone sud des combats. Les autorités de Sébastopol ont limité les achats de carburant à vingt litres par véhicule. Les prix des produits alimentaires et des services augmentent déjà.

L'état du rapport de forces global n'ouvre pas actuellement la perspective d'une offensive

victorieuse sur le terrain. En multipliant les incursions aériennes dévastatrices, il s'agit pour les dirigeants ukrainiens de contraindre Moscou à venir à la table des négociations à partir d'une position plus équilibrée.

Une société engagée et combative

La société civile ukrainienne, très impliquée dans la défense du pays, est active et vigilante (lutte anticorruption, lutte contre les oligarques, défense des conditions de vie et de travail). Après les manifestations de mai contre le projet de nouveau Code civil (qui porte notamment atteinte aux droits des minorités sexuelles et permet la spoliation de biens communs), deux exemples de lutte montrent la mobilisation permanente, malgré l'état de guerre, des citoyenNEs.

À Kyiv, lors de la discussion publique sur les transports publics, l'association Passagers de Kyiv, qui organise des contrôles de qualité des lignes et discute même du choix des véhicules, a recueilli l'avis de près de 1500 personnes opposées au quadruplement des prix. Le syndicat étudiant Priama Dia a rejoint cette lutte, dénonçant un nouveau coup dur pour les étudiantEs.

Les enseignantEs et les parents d'élèves de Rivne, au nord-ouest de l'Ukraine, s'opposent à la fermeture de plusieurs écoles. Les soldats du front, originaires de leur ville, ont envoyé une vidéo de soutien. La municipalité a reculé. Malgré la guerre, malgré les deuils et la fatigue, la société civile, engagée et soucieuse de l'avenir du pays, s'exprime publiquement sur les orientations économiques, politiques et juridiques dangereuses pour l'État de droit, les acquis sociaux et démocratiques — des batailles essentielles pour la reconstruction du pays lorsqu'il aura retrouvé sa souveraineté démocratique.

Groupe d'intervention Solidarité Ukraine du NPA



ÉTATS-UNIS

Quelle politique électorale ? Un débat au sein de la gauche américaine

La gauche américaine débat une nouvelle fois de la manière dont elle doit s'engager dans la politique électorale.

Ce débat semble prendre davantage de sens cette année, alors que les électeurEs se déclarant indépendantEs (45 %) sont plus nombreux que ceux se déclarant républicains (27 %) ou démocrates (27 %). La gauche pourrait-elle désormais proposer une alternative politique à ces électeurEs désabusésEs ?

Mazzocchi et la tentative de parti travailliste

La question a refait surface la semaine dernière lors de la conférence du centenaire de Tony Mazzocchi, organisée au Labor Center de l'université Rutgers, dans le New Jersey. Mazzocchi, dirigeant du syndicat des travailleurs du pétrole, de la chimie et de l'énergie atomique et figure centrale de la lutte pour une législation protégeant la santé des travailleurs dans les années 1960 et 1970, a été le moteur de la tentative de création d'un Parti travailliste américain en 1996. Les dirigeants syndicaux qui ont pris part à cette initiative ont pris la parole lors d'une table ronde organisée pour commémorer et célébrer le travail de Tony, qui a fourni un forum de discussion sur les stratégies électorales de la classe ouvrière.

Les États-Unis n'ont jamais eu de parti travailliste, de Parti socialiste ou de Parti communiste couronné de succès, c'est-à-dire capable de se présenter comme un concurrent sérieux pour le pouvoir politique au niveau fédéral.

Le Parti socialiste a atteint son apogée en 1912, lorsque Eugene V. Debs, son candidat à la présidence, a recueilli près d'un million de voix, soit 6 % de l'ensemble des suffrages exprimés. Le Parti communiste a connu son apogée en 1932, lorsque William Z. Foster a recueilli 103 307 voix, soit à peine 0,3 % du total. Le Parti travailliste, que Mazzocchi a contribué à fonder, a été créé avec le soutien de plusieurs grands syndicats nationaux et de nombreux syndicats régionaux et locaux. Mais la direction du parti a hésité à présenter des candidats contre les démocrates lors des élections nationales et n'a jamais présenté de candidat à la présidence, craignant qu'un parti de gauche n'affaiblisse les démocrates et ne profite aux républicains. Le parti s'est essouffé avec la mort de Mazzocchi en 2002 et a disparu en 2007.

Deux stratégies en débat

Aujourd'hui, comme par le passé, les militants et les organisations syndicales et de gauche présentent deux stratégies principales par rapport au parti démocrate. Le Democratic Socialists of America (DSA), le plus grand groupe socialiste du pays avec 100 000 membres, a rejeté la formation d'un parti socialiste indépendant. Il soutient et travaille pour des candidats du Parti démocrate, en élisant certains d'entre eux, comme la députée Alexandria Ocasio-Cortez et le maire de New York, Zohran Mamdani. Jenny Brown, membre de l'équipe de Labor Notes, a défendu cette position lors de la conférence, arguant que les candidats du DSA sont des militants du mouvement qui se présentent en tant que socialistes. Le Working Families Party dispose certes de

sa propre organisation électorale, mais il soutient lui aussi les démocrates. Les Leopolds, du Labor Institute, anciennement lié à Mazzocchi, préconisent de mener un travail de sensibilisation pour rallier à l'idée d'un parti travailliste les électeurs de la classe ouvrière désabusés des deux grands partis. Pour sa part, le Parti vert, qui défend un programme écosocialiste, remporte certaines élections locales, présente des candidats aux présidentielles mais n'y a jamais obtenu plus de 0,7 % des voix. Il est ignoré par le DSA, le WFP et par l'extrême gauche.

Loin des régions progressistes, dans l'État républicain du Nebraska, Dan Osborn, mécanicien, ancien président de syndicat et leader d'une grève importante, se présente au Sénat en tant qu'indépendant — et il a une chance de l'emporter. Lors de la course pour l'autre siège du Sénat de l'État l'année dernière, les démocrates ont décidé de lui apporter une aide financière et il a remporté 47 % des voix. Bernie Sanders, socialiste démocrate et indépendant sur le plan politique, a salué Osborn pour sa campagne en faveur de la classe ouvrière. Osborn a qualifié le Sénat de « *country club de millionnaires travaillant pour des milliardaires* ». De toute évidence, il espère faire irruption dans ce club et le bousculer.

On pourrait dire qu'Osborn teste à lui seul l'idée d'un Parti travailliste, un Parti travailliste composé d'une seule personne pour l'instant. Une question est de savoir si la gauche, en quête d'une stratégie, pourra s'associer à des candidats issus de la classe ouvrière comme Osborn, s'il y en a davantage. Notre avenir réside-t-il là ?

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

TOUT LE MONDE DÉTESTE LE



Le sommet du G7, qui réunit l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni (l'Union européenne y est également représentée), se tiendra à Évian du 15 au 17 juin sous la présidence de la France. Derrière les discours diplomatiques sur la coopération ou la stabilité, cette réunion constitue avant tout un espace où les grandes puissances s'accordent sur leurs intérêts économiques et géopolitiques. Leur objectif? Défendre les intérêts des classes dominantes.

Un contre-sommet pour construire l'alternative!

Depuis les premières manifestations de la fin des années 1990, le monde a changé, le mouvement altermondialiste a évolué vers un positionnement clairement anticapitaliste, intégrant pleinement les questions écologiques. Une seule chose n'a pas changé: notre détermination à transformer le monde!

L'objectif des mobilisations contre les sommets, que ce soit ceux de l'OMC, du G7 ou de l'Union européenne, a toujours été de contester l'ordre mondial existant et ses conséquences sur la très grande majorité de la population mondiale.

MobiliséEs contre la guerre et les idées réactionnaires

Loin de réguler le système, les politiques menées à la sortie de la Seconde Guerre mondiale ont permis aux grandes puissances impérialistes de maintenir leur domination sur les pays du Sud global à travers notamment les mécanismes de la dette, l'exploitation de leurs ressources et la surexploitation de la main-d'œuvre immigrée dans les pays du Nord. Nous nous sommes opposés aux traités de libre-échange, aux



institutions internationales comme l'OMC ou le FMI, nous avons milité pour l'annulation de la dette, pour l'égalité entre travailleurEs françaisEs et immigréEs, pour la régularisation de toutes les sans-papiers... Mais la redéfinition des équilibres à l'échelle inter-

nationale aggrave la concurrence et les conflits dans le monde. Le génocide à Gaza, les guerres au Yémen, en RDC, au Soudan, au Liban, en Iran, en Ukraine, les menaces sur le Groenland, le Venezuela, Cuba... touchent des centaines de millions de personnes, entraînant des déplacements de population massifs qui mettent particulièrement en danger les femmes et les enfants. Les cas de violences sexuelles recensés par l'ONU en 2026 ont doublé par rapport à l'année dernière.

Dans de nombreux pays, des régimes autoritaires, des dictatures sanguinaires sont au pouvoir sans que cela ne dérange les grandes puissances de ce monde, voire au contraire. Dans ces pays eux-mêmes, les idées réactionnaires se propagent et des dirigeants d'extrême droite

accèdent au pouvoir: Italie, États-Unis, peut-être en France l'année prochaine... La crise pousse les classes dominantes à recourir à des solutions de plus en plus violentes pour maintenir l'ordre établi. C'est à cela que nous nous confrontons en manifestant contre le G7 aujourd'hui.

Construire une alternative écosocialiste

Malheureusement, les mobilisations actuelles demeurent insuffisantes face à une offensive des classes dominantes qui ravage particulièrement le Sud global, s'attaque aux classes populaires du Nord et accélère la marche vers la catastrophe écologique. Mais la colère face aux injustices et aux inégalités est immense. Des explosions sociales ont lieu de l'Iran aux États-Unis, les peuples résistent de la Palestine à l'Ukraine,

la solidarité internationale existe et tente de se faire entendre comme on l'a vu avec les flottilles pour Gaza. Si la résistance est indispensable pour répondre aux urgences sociales, démocratiques et écologiques, il y a également urgence à construire des perspectives capables d'offrir une véritable alternative au capitalisme. C'est une nécessité pour fédérer nos mobilisations, pour reprendre espoir, pour retrouver le chemin des mobilisations de masse, déterminées à s'affronter aux pouvoirs en place.

Face aux guerres, aux violences sexistes et sexuelles, aux oppressions, à l'exploitation, à la destruction de la planète, nous devons affirmer les perspectives pour lesquelles nous nous battons: féministes, écologiques, antiracistes... mais aussi les

moens pour y arriver: l'auto-organisation, la nécessité des luttes sociales ancrées sur les lieux de travail, de vie, d'études... Ces éléments posent les bases d'une autre société dont l'objectif est la satisfaction des besoins sociaux dans le respect de la planète, débarrassée de l'exploitation et de toutes les oppressions. Ce sont ces perspectives que développe le *Manifeste pour une révolution écosocialiste* proposé par la IV^e Internationale. Ce contre-sommet du G7 organisé à Genève les 13 et 14 juin est une étape pour construire des mobilisations internationalistes massives, pour stopper la fuite en avant guerrière, écocidaire et autoritaire orchestrée par les classes dominantes et aussi pour rêver à un autre monde et le construire!

Elsa Collonges

Le G7 c'est la guerre et la destruction de la planète

Les pays du G7 représentent environ 10% de la population et près de 30% du PIB mondial (les 2/3 à sa création en 1975). La Chine, l'Inde, la Russie et le Brésil (BRIC) n'y figurent pas, pourtant 2^e, 6^e, 9^e et 10^e économies de la planète, devant le Canada. Les pays appartenant au G7 dominent les votes au FMI et à la Banque mondiale à cause des systèmes de quotas-parts favorables aux grandes puissances. Clairement, leur politique est de maintenir l'ordre mondial existant, dans un contexte où l'hégémonie économique du « groupe des sept » est largement contestée.

Un ordre mondial inégalitaire

Or l'ordre mondial actuel, c'est l'explosion des inégalités. Selon Oxfam, la fortune des milliardaires a augmenté de 81% depuis 2020 alors que près de la moitié de la population mondiale vit dans la pauvreté. Oxfam donne un autre chiffre intéressant:

Depuis la Seconde Guerre mondiale, les institutions internationales n'ont pas vraiment démontré leur utilité pour construire la paix dans le monde, au contraire. Si on peut essayer de s'appuyer sur des résolutions ou des rapports de l'ONU pour construire des mobilisations, le G7, lui, est clairement une institution au service direct des puissances impérialistes.



les milliardaires ont 4 000 fois plus de chances d'occuper un poste politique que les citoyenNEs ordinaires.

Autrement dit, le pouvoir politique se concentre réellement dans les mains des plus riches.

Ce sont elleux qui alimentent le réchauffement climatique. L'année 2024 est l'année la plus chaude jamais enregistrée

et les inégalités climatiques sont criantes: 10% des plus riches sont responsables de 50% des émissions de CO₂. À l'inverse, 50% des plus pauvres représentent 12% des émissions de CO₂ (source: World Inequality Lab).

Une militarisation avancée

Ce qui caractérise la période, c'est aussi l'augmentation des dépenses militaires. Celles-ci augmentent en lien avec l'extension des conflits armés et on atteint un niveau record de 2887 milliards de dollars en 2025, soit 41% d'augmentation depuis 10 ans. L'augmentation de ces dépenses est particulièrement forte en Europe où celles-ci ont triplé depuis 10 ans et font de l'Europe la première zone importatrice de la planète (plus d'un tiers des importations mondiales). Les pays du G7 représentaient,

quant à eux, plus de 50% des dépenses mondiales (plus d'un tiers pour les États-Unis) et 70% des exportations d'armes en 2024 (plus de 40% pour les États-Unis, près de 10% pour la France, second exportateur mondial). Usuellement consacré à des discussions sur les politiques économiques à mener pour favoriser les plus riches et les plus grandes puissances, ce G7 pourrait bien être dominé par les enjeux militaires. Alors que Trump a désormais consolidé des accords économiques durables avec tous les membres du G7 et avant le sommet de l'OTAN à Ankara début juillet, cette rencontre sera une nouvelle occasion pour les États-Unis de négocier un soutien à leurs projets guerriers en Iran et à leur redéploiement stratégique vers la zone indo-pacifique.

William Donaura

GRÈVE Airbus Toulouse, la prime de la colère

Le 8 juin, les salariéEs mobiliséEs d'Airbus Toulouse poursuivent leur mouvement de grève contre la baisse brutale de la prime de participation. Une mobilisation qui exprime la colère suscitée par le partage des richesses dans un groupe affichant pourtant des profits records.

L'année 2026 est une année-record pour les actionnaires d'Airbus, avec 2,53 milliards d'euros de dividendes versés, soit une hausse de 6,7% par rapport à 2025. Les salariéEs doivent quant à elleux se contenter d'un accord salarial limité à 2,5% d'augmentation à partir de juillet, essentiellement sous forme d'augmentations individuelles. Signé par FO, la CGC, la CFTC et la CFDT, cet accord n'avait pas provoqué de mobilisation significative, malgré les tentatives de la CGT d'impulser un mouvement. C'est l'annonce des primes qui a finalement mis le feu aux poudres.

Provocation

Tout le monde comptait sur les primes d'intéressement et de participation pour compenser la faiblesse des augmentations salariales. Si l'intéressement est resté globalement stable, à 3040 euros contre 3124 euros en 2025, la participation moyenne s'est effondrée, passant de 4473 à 2057 euros. Une chute difficile à accepter alors que les livraisons d'avions ont augmenté et que les résultats financiers du groupe sont excellents. La direction l'explique par les effets du taux de change euro/dollar et les provisions associées.

Cette annonce a été la goutte de trop. Dès le 6 mai, des débrayages ont eu lieu au Centre des livraisons et dans les usines toulousaines. Les chefs, accompagnés par les délégués FO et CFTC, sont rapidement intervenus pour casser le mouvement naissant. La direction a joué la montre puis tenté d'éteindre la colère en annonçant, le 28 mai, une prime supplémentaire de 500 euros. Une mesure jugée insuffisante par les salariéEs mobiliséEs, qui revendiquent le même niveau de prime qu'en 2025.

Le 1^{er} juin, la grève a été lancée et une centaine de grévistes ont déambulé de bâtiment en bâtiment sur le site industriel de Saint-Martin-du-Touch. RéuniEs en assemblée générale, iels ont décidé de se retrouver de nouveau le 3 juin, avec une grève et un rassemblement devant le bâtiment des Ressources humaines. Une centaine de grévistes s'est réunie et a décidé en assemblée générale de poursuivre le mouvement lundi 8 juin, avec grève et rassemblement.

Un encouragement

Le nombre de grévistes reste modeste au regard des 25 000 salariéEs du site et la production n'a pas été sérieusement perturbée. Les pressions exercées par la hiérarchie et les syndicats majoritaires — surtout FO, la CGC et la CFTC, la CFDT restant discrète — freinent l'extension de la mobilisation. La direction multiplie les obstacles, en laissant notamment circuler des rumeurs selon lesquelles il serait interdit de rester sur le site pendant une grève et en exerçant diverses pressions sur les salariéEs mobiliséEs.

La CGT est le seul syndicat qui se met à disposition de la mobilisation, mais sa faiblesse d'implantation et de moyens dans l'entreprise constitue un frein à la généralisation de la grève. Malgré cela, la visibilité des grévistes, la parole qui se délie dans des lieux très surveillés et sans tradition de mobilisation, ainsi que la dignité affirmée par ceLLeux qui ont participé à leur première grève constituent des points d'appui importants pour la construction d'une conscience et d'un syndicalisme de classe à Airbus.

CorrespondantEs

ANTIRACISME À Coudrecieux, sortir de l'oubli un camp d'internement des voyageurEs

Le 31 mai, près de 140 personnes se sont rassemblées à Coudrecieux, dans la Sarthe, pour demander le classement d'un ancien camp d'internement de voyageurEs. Une mobilisation pour faire vivre la mémoire de cette persécution longtemps occultée et dénoncer les discriminations qui perdurent aujourd'hui.

Peu d'habitantEs de la Sarthe connaissent l'existence d'un ancien camp d'internement des voyageurEs dans la commune de Coudrecieux, à 40 minutes de route à l'est du Mans. Pourtant, plus de 400 Roms, Sinti, Yéniches, Manouches et Gitans ont été internéEs de 1940 à 1942 dans la verrerie désaffectée, attenante au domaine du château de La Pierre, avant d'être transféréEs au camp de Mulsanne, où étaient aussi détenuEs des JuifVEs.

Classer le lieu, reconnaître le génocide

De l'ancienne verrerie, restent aujourd'hui des bâtiments en ruine, gagnés par la végétation. Mais quand on s'en approche, on peut y découvrir des fresques et des graffitis réalisés par les internéEs, adultes comme enfants, témoignage ô combien important de cette histoire volontairement laissée à l'oubli par les propriétaires du domaine. Ces traces sont uniques car il ne subsiste souvent pas grand-chose des anciens camps qui, pour beaucoup, ont été détruits et sur les vestiges desquels des zones industrielles ou des supermarchés ont été construits.

Le 31 mai, à l'appel du collectif ZOR avec Ritchie Thibault, de l'association des Gitans, Roms, Manouches, Sinti, Yéniches et voyageurEs et de l'association France Liberté Voyage, près de 140 personnes se sont réunies pour revendiquer le classement du site, afin qu'il puisse être un lieu de mémoire et de recueillement, mais aussi une réelle reconnaissance du génocide perpétré lors de la Seconde Guerre mondiale. Cette date du 31 mai n'a pas été choisie par hasard : le dernier camp d'internement, situé près d'Angoulême, a été fermé le 1^{er} juin 1946. Cela souligne la responsabilité et la complicité de l'État français qui a volontairement maintenu en détention ces populations pendant cette année supplémentaire. Un an après les commémorations en grandes pompes des 80 ans de l'armistice, c'était donc l'occasion de commémorer les 80 ans de la fermeture de ce dernier camp.



Lors du rassemblement, Madeleine, 89 ans, interrogée par ses deux petites-filles, a témoigné de ses souvenirs au sein du camp, dans lequel elle a été internée à l'âge de 4 ans avec sa famille. D'autres descendantEs de nomades internéEs ont aussi apporté leur témoignage et relaté les souvenirs qui leur ont été transmis par leurs grands-parents, grands-oncles ou tantes. Des souvenirs de privation de droits et de nourriture, de survie et de mort.

Des discriminations qui subsistent

Au-delà de ces récits, il a aussi été question des discriminations qui subsistent aujourd'hui et des revendications qui en découlent. Si les livrets de circulation ont disparu en 2017, les droits des citoyenNEs voyageurEs ne sont, dans la pratique, toujours pas les mêmes que ceux des autres citoyenNEs. Les aires qui leur sont mises à disposition par

les communes, quand celles-ci respectent leurs obligations, sont souvent dans des endroits à la limite de la salubrité, proches des déchèteries ou d'autres nuisances. Les installations sanitaires y sont régulièrement insuffisantes. L'accès aux soins peut être rendu difficile. Sans parler des interdictions qui sont portées à l'installation des caravanes sur des terrains que certainEs ont achetés. C'est la mise en application d'une idéologie fasciste qui a permis l'internement et la déportation des voyageurEs pendant la Seconde Guerre mondiale. Le RN a récemment été à l'initiative de projets de loi visant à faciliter leurs expulsions des communes ou le contournement des règles obligeant la mise à disposition d'aires. Soutenir les revendications des voyageurEs est donc d'autant plus important dans le contexte actuel de progression du vote RN.

B.L.

ANTIMILITARISME Eurosatory, supermarché de la guerre et du contrôle

Alors que les dépenses militaires explosent et que les guerres se multiplient, le salon Eurosatory revient à Villepinte. Plusieurs organisations appellent à se mobiliser du 12 au 15 juin contre ce rendez-vous majeur des marchands d'armes et des industries du contrôle.

Du 15 au 19 juin se tiendra à Villepinte, en Seine-Saint-Denis, le salon Eurosatory. Organisé tous les deux ans depuis 1967, il est devenu l'un des plus grands salons d'armement au monde et doit accueillir cette année près de 2000 exposants venus du monde entier. Surnommé le « supermarché de la mort », il est organisé par le COGES (Commissariat général des expositions et salons), filiale du Groupement des industries françaises de défense et de sécurité terrestres et aéroterrestres (GICAT), lobby du complexe militaro-industriel français placé sous l'égide des ministères des Armées et de l'Intérieur.

Au service de l'impérialisme et du colonialisme

De la guerre dans l'espace, sur terre, en mer ou dans le cyberspace aux « conflits intercommunautaires », au contrôle des frontières et à la gestion des « smart cities », Eurosatory constitue une immense vitrine

des industries de l'armement et de la sécurité. On y retrouve les principaux groupes français du secteur — Thales, Safran, Airbus, MBDA, KNDS... — qui équipent aussi bien les armées des puissances impérialistes, à commencer par la France, que des régimes autoritaires et suprémacistes impliqués dans des guerres et des massacres à travers le monde.

Des entreprises états-uniennes, israéliennes, mais aussi turques, chinoises ou émiraties participeront également au salon. Toutes cherchent à tirer profit des conflits qui frappent notamment les peuples palestinien, libanais, iranien, kurde, syrien, ouïghour, soudanais ou ukrainien. Le développement des technologies d'intelligence artificielle appliquées au domaine militaire constitue par ailleurs un nouveau moteur de cette économie de guerre.

Eurosatory est aussi le lieu de démonstrations de l'armée de terre, du GIGN, de la BRI ou encore du RAID, ces « unités d'élite » qui répri-

ment et tuent dans les quartiers populaires et les territoires à décoloniser dits « d'outre-mer ». C'est en Seine-Saint-Denis, département le plus pauvre de l'Hexagone et parmi les plus touchés par les violences policières racistes, que se déroule cette célébration de l'armement et des marchands de mort.

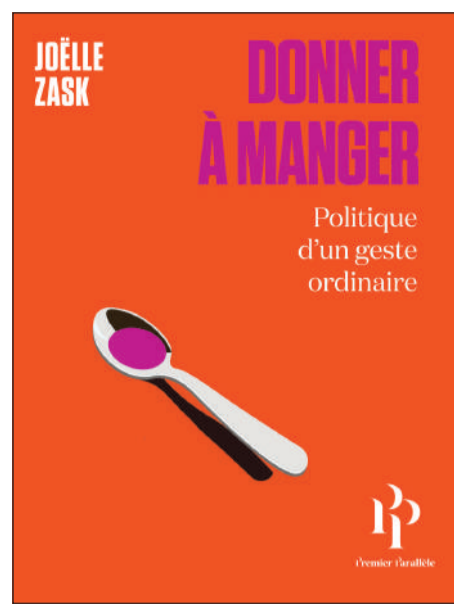
Appel à la mobilisation du 12 au 15 juin

Après la mobilisation contre le salon du Bourget en 2025, qui avait réuni plus de 4 000 militantEs et à laquelle le NPA-A avait participé, la coalition antimilitariste Guerre à la guerre appelle à quatre jours de mobilisation, du 12 au 15 juin. Le programme comprend une manifestation à Paris contre le Pacte asile et migration et le Règlement retour le 12 juin, une journée de rencontres et de formations à Saint-Denis le 13, la Pride radicale antiguerre et contre les génocides à Paris le 14, puis un rassemblement à Villepinte le 15 juin pour s'opposer à l'ouverture du salon.

Du sommet NOG7 à Genève à la mobilisation contre Eurosatory : soulevons-nous contre l'impérialisme et les capitalistes, pour la défense des exploitéEs et des oppriméEs du monde entier!

An Gwespéd

Culture



ESSAI Donner à manger. Politique d'un geste ordinaire, de Joëlle Zask

Premier Parallèle, 2026, 180 pages, 17€.

Dans cet ouvrage nourrissant, Joëlle Zask « se demande comment nourrir sans empoisonner, aider sans asservir, concilier nécessité et liberté. Car trouver la bonne manière de nourrir autrui, avance-t-elle, c'est s'orienter vers une société à la fois plus juste et plus démocratique. » (Présentation de l'éditeur).

Donner à manger, le choix des termes est crucial : une expression aussi neutre que possible est ce qui permet à l'autrice de l'investir peu à peu d'un contenu de plus en plus politique. La différenciation qui s'impose alors entre aliment et nourriture confère à l'acte de donner à manger une charge affective et sociale, et structure progressivement une critique radicale de notre système de production, de distribution et de répartition de ce que les êtres humains ingèrent pour vivre.

Tout ce système — capitaliste, osons le mot — qui consiste à nous emplir de substances ultra-transformées supposées nous maintenir en vie, aptes à produire et à consommer, conduit inexorablement, dans un même mouvement, à la marchandisation des aliments, facteurs de profit, à une forme d'extractivisme destructeur de la planète et créateur d'inégalités, et bien entendu à la malbouffe.

En toute logique, l'inversion du processus, vers la maîtrise de la production de nourriture de qualité et de sa répartition équitable — grâce à la Sécurité sociale de l'alimentation — conduit à la remise en cause fondamentale du système (c'est transitoire !), jusqu'à se trouver dans l'obligation de le renverser (c'est révolutionnaire !). Reprendre en main, outre notre destinée, la bouffe, la bonne, entourée de relations sociales harmonieuses et égalitaires : aucun doute, c'est vraiment la seule solution.

Claude Moro

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M° Daumesnil

★ la-breche.com

01 49 28 52 44
contact@la-breche.com

CINÉMA L'affaire Abdallah, de Pierre Carles

Film documentaire, France, 1h 41min, 2026

Séance émotion à Bourges. Refusé par toutes les chaînes de télévision, le documentaire *L'affaire Abdallah* de Pierre Carles était projeté jeudi 28 mai à la MCB de Bourges en présence de José Navarro, membre du comité de soutien des Hautes-Pyrénées pour la libération de Georges Abdallah, militant communiste libanais incarcéré pendant près de 41 ans en France.

Il est arrêté le 24 octobre 1984, dans le commissariat dans lequel il s'est rendu pour se mettre à l'abri d'un poursuivant des services de renseignement français qu'il pensait être un agent du Mossad, et condamné en juillet 1986 à deux ans de prison pour détention de faux papiers.

Condamné sans preuve

Cette période est celle des massacres de Sabra et Chatila, et des milliers de morts lors de l'occupation du Liban par Israël. Les FARL (Forces armées révolutionnaires libanaises), auxquelles appartient Abdallah, revendiquent deux attentats contre un agent du Mossad et

un membre de la CIA comme extension de la guerre à laquelle se livrent les pays occidentaux en Palestine et au Liban.



Pendant sa détention, des attentats sont commis à Paris. Le pouvoir, dans l'obligation de prouver sa détermination à lutter contre le terrorisme, fait d'Abdallah et de sa famille des boucs émissaires. Les États-Unis, représentés par Kiejman, intime de Mitterrand, exigent la condamnation d'Abdallah. Le premier avocat d'Abdallah,

Mazurier, commis d'office, est aussi présenté comme une marionnette entre les mains des services secrets français. L'ensemble de la presse, du *Figaro* au *Matin de Paris* en passant par *le Monde*, ainsi que les médias, toutes chaînes de radio et de télévision confondues, se font les porte-paroles du pouvoir. Georges est condamné sans preuve, comme le clame son avocat Jacques Vergès, à la réclusion criminelle à perpétuité en 1987 alors que tout établissait que c'était le Hezbollah qui était responsable de la vague d'attentats des années 1985-1986.

Un résistant anti-impérialiste et communiste

Alors qu'il peut, dès le début de 1999, demander une libération conditionnelle, toutes ses demandes sont rejetées sous les différents gouvernements. Les prétextes sont divers : individu dangereux, islamiste, refus d'exprimer un repentir, d'indemniser les États-Unis... En 2013, c'est le refus de Valls, grand expulseur d'étrangerEs en situation irrégulière, de signer l'expulsion vers le

Liban qui bloque la décision du tribunal acceptant la libération. Là encore, les États-Unis sont à la manœuvre, qu'il s'agisse de Bush, Hillary Clinton ou Biden, et les gouvernements français à l'exécution. Interrogés par Carles, Hollande et Fabius ne se souviennent pas, Valls s'auto-justifie, les journalistes de la télévision, de *Libé*, du *Figaro* s'autoflagellent, d'autres jouent les abonnés absents.

Interrogé dans sa cellule par Rima Hassan et Carles ou à son arrivée à Beyrouth, Abdallah se présente encore et toujours, à 74 ans et après 40 années de prison, comme un résistant anti-impérialiste, communiste, qui nous met en garde et nous appelle à nous mobiliser contre la « fascination » du monde. Et, après le débat, un grand moment d'émotion avec un échange téléphonique « en direct » entre Georges et les invitées du Collectif du Cher pour une paix juste et durable entre PalestinienNES et IsraélienNES (incluant le comité NPA18) à cette soirée.

Robert Pelletier

Vie du NPA l'Anticapitaliste



Réunion publique. « Antisémitisme, sortir de la confusion ! » à Montpellier

Le jeudi 28 mai, le NPA-A Montpellier organisait une réunion publique sur la question de l'antisémitisme avec notre camarade Olivier Lek Lafferrère. Après celles sur les violences policières racistes et sur l'Ukraine, le comité de Montpellier clôturait ainsi de belle manière sa saison politique de réunions publiques. 50 personnes ont assisté à la présentation et participé aux échanges, dont une trentaine de personnes que nous ne connaissions pas !

Ce fut l'occasion de répondre à diverses questions, tant sur l'origine de l'antisémitisme que sur sa permanence, sa prise en compte par la gauche ou encore ce qu'est la judéité. L'occasion de rappeler que l'antisémitisme n'est pas une oppression religieuse mais une forme spécifique de racisme envers les personnes juives, construite socialement et historiquement. Ce qui implique d'en prendre la pleine mesure et de replacer la lutte contre cette oppression dans le champ de la lutte antiraciste globale. Nécessité également d'articuler cette lutte avec l'antisionisme et un soutien inconditionnel à l'autodétermination du peuple palestinien. Nécessité, enfin, d'y associer également la lutte contre le système capitaliste afin de défaire le complotisme antisémite souvent véhiculé à propos de son fonctionnement.

Les retours furent très positifs et plusieurs participantEs ont laissé leur contact au comité avec la volonté de venir à notre prochaine réunion. Une soirée qui aura permis de montrer l'utilité du NPA-A dans la période et de, on l'espère, renforcer le comité ! On vous invite à retrouver la captation de cette rencontre sur notre chaîne YouTube.

CorrespondantEs

Projection-débat. Guerre en Ukraine: Les combattants anti-autoritaires à Blois.

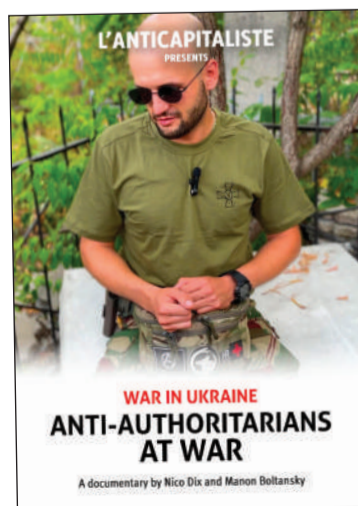
À l'occasion de la tournée du film *Guerre en Ukraine: Les combattants anti-autoritaires*, notre camarade Nico Dix, co-réalisateur du documentaire, est venu présenter son film à Blois en compagnie d'une militante ukrainienne de Solidarity Collectives. Solidarity Collectives est un collectif anarchiste ukrainien qui intervient sur le front face à l'armée russe. Une vingtaine de personnes se sont réunies le dimanche 7 juin pour assister à la projection et, surtout, pour échanger pendant plus d'une heure sur les conditions de vie des UkrainienNES et sur les enjeux de la solidarité internationaliste.

Nous avons tenu une table de presse proposant une sélection d'ouvrages sur l'Ukraine, tous disponibles à la Brèche, ainsi qu'une table de Solidarity Collectives destinée à récolter des dons afin de permettre aux combattantEs ukrainienNES de disposer de ressources indispensables à leur survie.

L'Association France Palestine Solidarité 41 était également invitée à tenir une table. Il nous semblait important de faire le lien entre la solidarité envers le peuple ukrainien et celle envers le peuple palestinien.

Nous regrettons le faible nombre de personnes qui se sont rendues à cette projection. Malheureusement, la solidarité avec le peuple ukrainien demeure encore trop marginale au sein de la gauche française.

Le comité NPA 41



4^e Internationale.

Inprecor n°745

Revue sous la responsabilité du Bureau exécutif de la 4^e Internationale

Le numéro de juin 2026 d'*Inprecor* (n°745) s'ouvre sur les mobilisations aux États-Unis, notamment le renouveau de celles du 1^{er} Mai.

Nous poursuivons avec un dossier consacré à la question du fascisme et de la Russie, comprenant une réflexion générale d'Enzo Traverso, une étude d'Ilya Budraitskis sur le poutinisme et un article de Sasha Fokina sur la politique russe en Afrique.

Nous publions ensuite une version revue par Sara Selami, de SSTI, de son intervention sur la situation en Iran.

Nous abordons également la rébellion en cours en Bolivie ainsi qu'un bilan détaillé des résultats des élections en Andalousie, en particulier ceux de nos camarades d'Adelante Andalucía.

ÉCOLOGIE Lafarge Val-de-Reuil, une répression en béton armé

Au-delà du sort des prévenuEs, ce procès illustre l'intensification de la répression visant les mouvements écologistes et les luttes contre les grands projets destructeurs.

Le béton, la mobilisation et la répression

En décembre 2023, la semaine contre le béton, fléau environnemental et climatique, a vu de nombreuses manifestations, rassemblements, occupations, à l'appel de 200 organisations dont les Soulèvements de la Terre (SDLT).

À Val-de-Reuil, dans l'Eure, une centaine de militantEs ont investi le site Lafarge, pendant une dizaine de minutes, pour dénoncer l'extraction forcée du sable et des graviers dans la vallée de la Seine riche en alluvions.

À la suite de cette mobilisation, en avril 2024, 17 personnes ont été interpellées, chez elles, dès 6 heures, pour certaines avec violence (porte défoncée, hurlements, brutalités) puis mises en garde à vue entre 36 et 72 heures d'affilée. Le dossier ayant été confié à la Sous-Direction antiterroriste (SDAT), les moyens de ce service d'exception ont été utilisés dans un cadre qui outrepassait ses prérogatives.

Quelle ironie de confier à l'antiterrorisme l'enquête contre 17 militantEs défenseurEs du vivant et du climat, alors qu'ils intervenaient sur un site d'une multinationale qui vient d'être condamnée en première instance pour avoir financé plusieurs organisations terroristes, dont l'État islamique, afin de maintenir en activité la cimenterie de Jalabiya en Syrie entre 2013 et 2014. Une condamnation inédite en France. À l'issue des gardes à vue éprouvantes et maltraitantes, neuf personnes passèrent en procès à Évreux en décembre 2024 pour « association de malfaiteurs », « séquestration » et « dégradations ». Si cinq furent relaxées, quatre ont été condamnées, dont nos camarades Christine et Joël, qui ont, comme les deux autres prévenuEs, fait appel de la décision du tribunal.

Le béton et le soutien

Les 1^{er} et 2 juin derniers, les SDLT, Alternatiba et le NPA-A ont assuré la pleine réussite du soutien en installant un « village » sur l'esplanade du musée des Beaux-Arts de Rouen, en plein centre-ville. Dès 8 heures et après des semaines de préparation, tout le monde était à pied d'œuvre pour installer les stands, la buvette, la cantine solidaire, les visuels et panneaux, la scène pour le spectacle d'Audrey Vernon, très applaudie, et les concerts ainsi que pour les deux tables rondes organisées sur les thèmes de la répression des mouvements écologistes, des moyens d'agir malgré la répression et des luttes régionales. La mairie de Rouen a

Les 1^{er} et 2 juin, la cour d'appel de Rouen a examiné le dossier de quatre militantEs poursuiviEs après une mobilisation contre une carrière Lafarge à Val-de-Reuil.



Le niveau de répression n'a d'égal que leur peur de l'extension de nos luttes dont les voix résonnent sur tous les continents

permis l'installation et apporté une aide logistique.

Dès 8 h 30 le lundi, devant une quarantaine de personnes, un camarade de la FSU, David Cormand, député écologiste européen, Elsa Moutet, élue municipale LFI, et notre camarade Manon de la direction du NPA-A ont pris la parole. Les discours repris par la presse ont bien circulé sur les réseaux sociaux. Un autre motif de satisfaction a renforcé la motivation des soutiens : le référé gagné contre l'arrêt du préfet qui autorisait l'utilisation d'un drone pour surveiller la mobilisation, que le Tribunal administratif a jugé être « une atteinte grave et manifestement illégale au droit fondamental au respect de la vie privée », l'État étant par ailleurs condamné à payer 500 euros pour les frais de justice.

Le béton et le tribunal

Pendant les deux jours d'audience, l'avocat de Lafarge a tenu son rôle de défenseur de ce qu'il a tenté de présenter comme une « PME », tandis que l'avocat général, très véhément comme l'a noté la presse, avait bien du mal à cacher son hostilité pour ce que représentent les militantEs et les contestataires de l'ordre capitaliste écocide. Face au mépris, aux attaques personnelles blessantes, les quatre prévenuEs ont été durement éprouvéEs mais ont su rester stoïques.

Interrompue car trop politique, alors que tout est politique dans ce procès, sommée de se prononcer sur la violence, la légitimité des moyens, Christine Poupin, tout comme l'autre témoin de la défense, membre du bureau national de la LDH, a tenu bon et répondu pied à pied à toutes les questions, contrecarrant les piques sournoises et malveillantes. Des années de militantisme dans le CHSCT d'AZF-Boréal, ça forme la répartie ! Les quatre avocatEs ont fait ressortir l'usage abusif d'outils de

surveillance, plaidé la nullité de procédure et souligné les incohérences, les manques et les inexactitudes du dossier.

L'avocat général, regrettant au passage que le procureur d'Évreux n'ait pas fait appel des relaxes pour les cinq, est allé au-delà du jugement de première instance et a réclamé entre un an et 18 mois de prison avec sursis et 5 ans d'inéligibilité, une sanction visant en particulier notre camarade Christine, plusieurs fois élue conseillère municipale d'opposition à Alençon, ainsi qu'une interdiction de port d'arme, alors qu'aucune arme n'a été retrouvée chez les quatre.

Ce procès illustre une nouvelle fois le caractère profondément liberticide du délit d'association de malfaiteurs. Pour cette raison, il avait été supprimé en 1981 avant d'être rétabli après 1986 sous Chirac en lien avec la lutte contre le terrorisme. Il montre aussi comment l'évocation du terrorisme ou de « l'écoterrorisme » permet tous les abus, jusqu'aux plus violents comme à Sainte-Soline. Le verdict sera rendu le 24 août prochain. Nous espérons bien sûr la relaxe.

Que retenir de ces deux jours de mobilisation ?

Les liens tissés patiemment entre les structures militantes différentes au cours des luttes antérieures ou récentes ont renforcé les équipes militantes, les convergences et la solidarité. De Notre-Dame-des-Landes au festival Les Résistantes dans l'Orne, du festival des Bâtons dans les routes, dans l'Eure, contre le faux contournement Est de Rouen, à la mobilisation contre BASF, le géant de la chimie mortelle, à Saint-Aubin-lès-Elbeuf, en Seine-Maritime, de la lutte contre l'A69 à celle contre le Lyon-Turin, en tous lieux et par tous les temps, y compris les temps politiques difficiles, les contestataires de l'ordre établi imposé par la recherche du profit maximal et du mythe de la croissance exponentielle s'organisent, se coordonnent et se renforcent. C'est pourquoi la répression s'intensifie contre les militantEs de l'écologie radicale.

Le niveau de répression n'a d'égal que leur peur de l'extension de nos luttes dont les voix résonnent sur tous les continents. Des paysans philippins ou indiens, des Sans terre, des luttes des femmes pour l'accès à l'eau, des jeunes pour le climat, du soutien à la Palestine, aux réfugiéEs, des combats contre la déforestation et l'extractivisme, partout dans le monde, la révolte gronde, des revendications émergent pour l'égalité et la solidarité, pour la protection du vivant. La course de vitesse entre les peuples dominés et exploités et les quelques puissants riches qui mènent l'humanité à sa perte est enclenchée. Le nombre est notre force, nos luttes sont nos armes.

Sophie Ozanne et Alex Bachman

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
NPA Lanticapitaliste
L.anticapitaliste
Lanticapitalis1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



l'Anticapitaliste la revue

Le n° 174-175 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil
cedex.



L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion@lanticapitaliste.org